

Direction des Services Techniques  
GB/DC/HC/JFT/RN

## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 512-2023

*(annule et remplace arrêté municipal N° ST 505-2023)*

---

### Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public 2 Rue Patron Ravello

---

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Route et notamment ses articles L.325-1 et R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417.4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie),

**Vu** la Loi N° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi N° 82-623 du 22 Juillet 1982 et par la Loi N° 83-8 du 7 Janvier 1983,

**Vu** l'arrêté municipal N°2020217 du 08/07/2020 portant délégation de fonction et de signature à M. Denis CAVATORE,

**Vu** l'arrêté municipal N° ST 505-2023 du 20 décembre 2023 portant autorisation d'occupation du domaine public sis 2 Rue Patron Ravello à **la société AIR MER TERRE 83 – 69 Rue Philémon Laugier – ZI St Martin – 8340 HYERES**, le mardi 2 janvier 2024 à partir de 8 H 30,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 2023-155 du 18 décembre 2023 fixant les nouveaux tarifs communaux applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et notamment l'occupation temporaire du domaine public,

**Considérant** qu'en fonction de ces éléments, l'arrêté ST 505-2023 doit être annulé et remplacé,

#### ARRETE

**Article 1 :** Le présent arrêté municipal annule et remplace l'arrêté ST 505-2023 du 20 décembre 2023.

**Article 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public communal, comme énoncé dans sa demande, **2 Rue Patron Ravello, sur 30 m<sup>2</sup>**.

**Article 2 :** Cette autorisation est délivrée pour la journée du **Mardi 2 janvier 2024 à partir de 8 H 30**.

**Article 3 :** Pendant les périodes de chargement ou déchargement sur le domaine public, le bénéficiaire devra signaler son chantier, conformément à l'instruction interministérielle sur la circulation routière (Livre I - 8<sup>ème</sup> partie). Elle sera mise et maintenue en place par le bénéficiaire, qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

**Article 4 :** A l'expiration de l'autorisation ou en cas de révocation, le permissionnaire est tenu de libérer la voie publique et de restituer l'emplacement dans son état d'origine. L'attention du pétitionnaire est attirée qu'il sera tenu responsable de la dégradation éventuelle du pavage très fragile à cet endroit.

**Article 5 :** Le pétitionnaire s'engage à mettre en place les dispositifs nécessaires pour assurer la continuité de la circulation piétonne en toute sécurité.

**Article 6 :** Les usagers de la voirie sont tenus de respecter la signalisation provisoire mise en place.

**Article 7 :** Le pétitionnaire acquittera dans la caisse du receveur municipal, la redevance fixée pour l'année en cours à **1.70 € le m<sup>2</sup> par jour d'occupation**.

**Article 8 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine - 83000 TOULON - dans les 2 mois à compter de sa date de notification et de publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :** Messieurs Le Directeur Général des Services, Le Directeur des Services Techniques, Le Chef de la Police Municipale, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-Les-Mimosas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la société AIR MER TERRE 83.

Fait au Lavandou, le 28 décembre 2023

Pour Le Maire  
Denis Cavatore - Adjoint aux Travaux



*Le Maire,*

*- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*

*- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification*

*Notification faite à la société la société AIR MER TERRE 83 par mail*

*En date du .....*

*Publié le 28 Décembre 2023*